

ALI TOUNSI "100 terroristes se sont rendus en 2004"



Dans un long entretien accordé au quotidien El Moudjahid, le directeur général de la sûreté nationale, M. Ali Tounsi met l'accent sur le rôle qu'a joué son institution durant la période du terrorisme et les nouvelles missions qui lui sont accomodées avec sa « détermination d'amener cette institution vers plus de professionnalisme, d'écoute et de présence au sein de la société pour mieux identifier les besoins et savoir y répondre ».

La formation de cadres spécialisés dans le renseignement constitue une priorité pour le numéro un de la police algérienne estimant que c'est une opération extrêmement délicate qui doit bien cibler les personnes adéquates dans la mesure où « on ne peut mettre n'importe qui à de telles responsabilités ».

Le patron de la DGSN a signifié qu'« une époque s'achevait et qu'une autre commençait avec plus de transparence et de rigueur dans l'approche des problèmes et le règlement de situations contentieuses ou autres » ceci en évoquant le dossier des cadres et les dernières mesures prises pour la destruction des dossiers « lourdement manipulés » portant du tort aux concernés victimes de cabales de la part de bureaucrates malintentionnés. Quant au traitement de ces dossiers, M. Ali Tounsi note que « les autres services de sécurité avaient fait un pareil travail déjà, il y a deux ans ».

Il reconnaît par cette même occasion « qu'il y a eu des dépassements regrettables. Le canevas servant d'étude de dossier au niveau de son institution, évoque les qualités, comme le patriotisme pour le postulant, ses fréquentations, sa psychologie ». A cet effet, le patron de la DGSN note avec satisfaction l'opération de destruction des dossiers de cadres qui ont pu être accumulés dans le passé et qui ont contribué à compromettre bien des situations « Ceux qui ont assisté à l'opération de destruction notamment le président de la commission consultative sur les droits de l'homme, ont approuvé » a-t-il souligné.

Abordant le sujet de la libération des détenus à l'occasion des fêtes religieuses ou nationales, M. Ali Tounsi estime que c'est « un droit constitutionnel reconnu par le président de la république et que nous nous rapprochons dans ce domaine des normes internationales en vigueur et qui restent en relation avec la nature des faits reprochés et de la durée de l'incarcération ».

Pour ce qui est de la lutte anti terroriste, le patron de la DGSN, évoque la présence encore de quelques irréductibles dans les maquis « encore deux ou trois opérations du genre de celles qui ont été menées ces derniers temps et nous espérons ainsi clore définitivement ce douloureux chapitre ». Il fera part de plus d'une centaine de ralliement en 2004.

Par ailleurs, les troupes affectées à la lutte anti-terroriste ont bénéficié d'un redéploiement qui concerne des affectations pour lutter contre le crime organisé (blanchiment d'argent, drogue...).

Pour ce qui est de la couverture sécuritaire à l'échelle nationale, le patron de la police affirme que 2004 a été restant sans commissariats de police. Une commission ministérielle a été installée pour justement réfléchir sur cette problématique.

La circulation routière et l'intervention des forces de sécurité restent impuissantes au regard des problèmes posés car « il demeure toujours en activité des officines du faux et il faut aller vers des pièces administratives infalsifiables » pour rappel, le DG de la DGSN évoque les 300 mairies incendiées par les terroristes empêchant de mener ainsi des enquêtes sérieuses.

Synthèse Ilhem Tir

OUVERTURE DU TRANSPORT AERIEN Le privé cloué au sol

En Algérie, le transport aérien est officiellement ouvert au privé. Une législation que les pouvoirs publics ne manquent jamais de rappeler à l'occasion de forums ou de rencontres officielles. En réalité les choses sont tout autre. Depuis plus d'une année, Touat Air Service attend son certificat de transport aérien (AOC). Elle n'est malheureusement pas seule dans ce cas. La chute de l'empire Khalifa ne peut en aucun cas justifier « la frilosité » du département de Mohamed Maghlaoui.

Saïda Azzouz- Alger (Le Soir). Le ministère du Transport n'a pas ouvertement « recalé » Touat Air Service, qui pour rappel a déposé sa demande d'agrément le 17 janvier 2004 au niveau de la direction de l'aviation civile et de météorologie. De faux-fuyants sont avancés par les responsables du ministère des Transports à chaque fois que les dirigeants de cette compagnie de charters qui espèrent relancer le tourisme dans le sud du pays vont aux nouvelles. Aucune explication logique n'a été donnée, selon Benouis Amar, cadre à Touat Air Service. « A chacun de nos contacts avec la direction de l'aviation civile, on nous parle de nouvelles dispositions juridiques et de nouvelles lois. Nous avons demandé pour nous y conformer à consulter les lois en question ou à défaut en avoir les références, en vain », indique ce commandant de bord instructeur qui souligne que de hauts cadres du ministère, qu'il avait rencontrés en automne dernier leur avaient fait la promesse que toutes les informations sur le sujet allaient leur parvenir au plus tard le 15 novembre 2004. Depuis, plus rien !

Récemment relancé par Touat Air Service, la direction de l'aviation civile a motivé son atterroisement par le fait que le dossier d'agrément de la compagnie doit passer par le Conseil de gouvernement et par le Conseil des ministres. « Nous pouvons comprendre que le dossier fasse l'objet d'un Conseil de gouvernement, mais pas un Conseil des ministres ! Nous n'avons pas demandé de cession de ligne. Nous sommes une compagnie charters, nous intervenons ponctuellement », explique Benouis Amar qui rappelle que la demande d'agrément a été déposée après accord du ministère des Transports, et suite à de nombreux contacts préparatoires. « Tout est prêt, les avions, le personnel, le financement. Nous devons commencer à travailler dès juin 2004. Le malheur est que ce retard entame notre crédibilité auprès des bailleurs de fonds, et les étrangers qui nous ont fait confiance », se désole notre interlocuteur qui revient sur les motivations de la création de cette compagnie. « Le projet date de 2002, bien que Khalifa Airways existait encore. Il y avait une très forte demande

sur la destination Sud. En introduisant le modèle low cost en Algérie, on pense réellement relancer développer le tourisme saharien », affirme le commandant de bord instructeur. Inutile de préciser que du côté du ministère des Transports, c'est le black-out autour de ce sujet « sensible », selon un cadre de ce ministère. Une attitude qui laisse place à toute les spéculations et qui donne raison aux observateurs qui justifient les tergiversations du ministère de Mohamed Maghlaoui par le fait que des groupes d'intérêts veulent favoriser les compagnies étrangères qui veulent investir le créneau. Ou encore pour préserver le monopole d'Air Algérie. Les tarifs pratiqués par la compagnie nationale sont inabordable. A titre d'exemple, le ticket à destination de Djinet est cédé à plus de 25 mille dinars. Un prix qui n'est pas fait pour encourager le voyage vers cette destination touristique, comme vers Tamanrasset d'ailleurs. Le blocage du dossier de Touat Air Service, ou encore de celui de North Africa Airlines va à contre-sens du discours des pouvoirs publics qui font de la

relance du tourisme une priorité. Le dernier Salon international du tourisme saharien organisé par le ministère du Tourisme en est une preuve. Sauf qu'il ne suffit pas de faire connaître une destination, pour encourager le tourisme de masse, si les moyens de transport ne suivent pas, tout comme les infrastructures hôtelières d'ailleurs. Le développement du tourisme ne devrait pas être la politique d'un secteur, mais celle de tout un Etat. Mohamed Seghir Kara, ministre du Tourisme, gagnerait à défendre l'ouverture du transport aérien au privé, plutôt que de s'échiner à créer avec les services de sécurité une police du tourisme.

S. A.



TEST REUSSI POUR LE GREVISTE DE LA FAIM OUYAHIA

Réintégration de tous les travailleurs PNC

Test réussi pour le secrétaire général des PNC (personnel navigant commercial) affiliés à l'UGTA. Ce dernier, qui a entamé une grève de la faim pour revendiquer la réintégration des travailleurs (PNC) suspendus de vols ou licenciés, a eu gain de cause dans ses revendications, puisque la « majorité des travailleurs concernés à l'exception d'un seul cas ont été réintégrés dans leur poste de travail ».

C'est l'intéressé lui-même qui nous a annoncé cette information, indiquant au passage que le secrétaire général du syndicat d'entreprise, en l'occurrence M. Abdelhamid Bali, a contribué lui aussi au « dénouement de cette affaire ».

M. Ouyahia Arezki, puisque c'est de lui qu'il s'agit, a indiqué « qu'un procès-verbal a été conjointement signé par le représentant de la direction générale, le directeur des opérations, et le secrétaire général du syndicat d'entreprise confirmant ainsi la réintégration de tous les travailleurs ayant fait l'objet de suspension ou interdits de vols à l'exception d'un seul travailleur, en l'occurrence un chef de cabine. Pour ce dernier, l'employeur s'est engagé à réétudier son cas dans la perspective d'assainir son dossier ». Arezki Ouyahia a tenu en la circonstance à rendre un grand hommage au secrétaire général de l'UGTA qui « n'a pas hésité un seul instant pour apporter son soutien à notre action et, par voie de conséquence, apporter sa touche dans le règlement de notre affaire ».

En somme, notre interlocuteur n'a pas hésité à qualifier Abdelmadjid Sidi Saïd de « véritable syndicaliste ».

Ceci étant, le premier représentant syndical des PNC s'est interrogé par ailleurs sur la décision prise par la direction générale d'interdire aux hôtesses de voler sur l'Afrique et le Moyen Orient alors qu'elles sont autorisées pour l'Europe et vers Djeddah. « C'est une problématique qui nous intrigue et qui soulève des interrogations chez les travailleurs concernés. Mais nous espérons que la direction générale révisera sa position et qu'un règlement définitif de cette question verra le jour le plus vite possible », ajoute-t-il.

Ceci étant, on apprend d'une autre source que la compagnie Air Algérie réceptionnera, à compter de ce mardi, le premier Air Bus A 330 (gros porteur) sur les cinq commandes auprès du constructeur européen. Il est attendu également la réception de trois Boeing 737 NG à compter du deuxième trimestre de l'année en cours. Cette nouvelle acquisition d'Air Algérie entre dans le cadre du renouvellement de sa flotte. Un renouvellement financé par la dernière opération obligatoire lancée par la compagnie.

A. Bettache

